également au chapitre de la lutte contre la drogue, de la lutte contre le terrorisme et du contrôle des armements. Il fut un temps où nous étions toujours en désaccord avec l'Union soviétique; maintenant, c'est exceptionnel. Et lorsqu'il y a un désaccord, il concerne plutôt la portée que la nature de la question et il est fondé sur l'intérêt national et non sur une intransigeance idéologique ou l'ambition.

Nous ne sommes plus des ennemis. Nous ne sommes plus des adversaires dans cette Guerre froide où personne ne pouvait sortir vainqueur. Nous sommes des alliés. Nous voulons bâtir ensemble un monde axé sur la sécurité et la prospérité dont nous tirerons tous profit.

La poursuite et le développement de nos relations dépendent du succès des efforts visant à introduire des réformes en Union soviétique. Ces réformes sont risquées et fort complexes. Le succès n'est pas garanti. Il ne faut pas non plus se méprendre : le Canada n'est pas, pour l'Union soviétique, un ami des beaux jours. Nous appuyons la réforme sans aucune réserve et sans équivoque. Une nouvelle structure de l'ordre mondial dépend du succès de cette réforme. La réalisation des intérêts du Canada en dépend aussi.

Certains estiment peut-être que l'Union soviétique est, et je cite Neville Chamberlain dans un autre contexte, «un pays lointain dont on connaît peu». Ce n'est pas le cas. Dans ce village mondial que nous habitons, l'Union soviétique est une voisine. La façon dont elle prendra sa destinée en main influera sur notre façon de prendre la nôtre.

Ce n'est pas le moment de tourner le dos mais plutôt de tendre la main. Ce n'est pas non plus le moment de se laisser abattre, mais de s'engager. C'est notre chance ou jamais de saisir cette occasion en or. Nous devons appuyer la réforme car elle s'impose. Nous devons appuyer l'instauration d'un nouvel ordre là-bas, car sa portée se fera sentir ailleurs.

Nous ne devons pas surestimer les conséquences d'un échec, mais nous ne devons pas non plus sous-estimer les nombreux avantages que la réforme peut entraîner.

Il n'est pas dans l'intérêt de l'ordre international qu'une guerre civile éclate en Union soviétique ou que l'anarchie s'y installe. Il n'est pas non plus dans l'intérêt de cet ordre qu'une superpuissance qui possède encore des milliers d'armes nucléaires décide de renoncer à son engagement à l'égard du contrôle des armements. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe que la violence et que la haine raciales se répandent au-delà des frontières ou que des millions de personnes migrent parce qu'elles ont peur ou qu'elles sont démunies de tout. Enfin, il n'est dans l'intérêt de personne de perdre l'allié positif que peut être l'Union soviétique pour régler les nombreux problèmes qui existent dans tant de régions du monde.